

PV GT multifonctionnalité 29/09/2020

Sont présents :

- Joelle Van Bambeke (Bruxelles Environment)
- Stéphanie Gautier (Cabinet Maron)
- Lison Hellebaut (Bruxelles Environnement)
- Jan Pille (Bruxelles Environnement)
- Myriam Douat (Stag. à Bruxelles Environment)
- Evy Cornelis (Bruxelles Economie et Emploi)
- Sabine Solvyns (Bruxelles Economie et Emploi)
- Samuel Hubaux (Nos Oignons/ Sème qui peut)
- Antoine Gérard (Terre-en-vue/FAU)
- Aline Dehasse (Début des haricots - Projet potager de l'Imprimerie)
- Rob Renaerts (RABAD)
- Amandine Vandormael (Refresh)
- Jeremy Paillet (Début des haricots)
- Toma Rixen (ULB – AELab/LaguM)
- Noémie Maughan (ULB ULB – AELab/LaguM)
- Francisco Davila (ULB – AELab/LaguM)

Sont excusés :

- Mathieu Larose (Canevas)
- Alice Gillerot (Début des haricots - Graines de Paysans)
- Marguerite Gendry (Début des haricots - Ferme urbaine)
- Marie Detienne (Bruxelles Économie et Emploi)

Ordre du jour :

- 09h30 Introduction : objectifs du GT
- 09h35 Tour de table de présentations
- 09h45 Présentation du mémorandum pour la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'AU durable (Début des Haricots)
- 09h55 Présentation des retours des producteurs consultés sur la thématique (Début des Haricots)
- 10h05 Présentation des rencontres avec les administrations dont les compétences sont en lien avec la multifonctionnalité de l'AU (Début des Haricots & Bruxelles Économie et Emploi)
- 10h15 Présentation du projet LaguM (AELab)
- 10h35 Présentation des subsides régionaux existants pour les agriculteurs urbains (Bruxelles Économie et Emploi)
- 11h05 Pause
- 11h15 Discussions
- 12h15 Conclusions & prochaines étapes

Les présentations sont disponibles dans le PowerPoint joint.

Rappel du cadre et résumé des présentations :

Dans le cadre de l'évaluation de la stratégie Good Food, et l'élaboration de la prochaine stratégie agricole régionale, différents groupes de travail ont été constitués afin d'approfondir certaines thématiques avec des acteurs pertinents. Le groupe de travail 'Soutien à la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine' devait se réunir au printemps 2020 mais la crise sanitaire a retardé son démarrage.

Ce groupe de travail fait suite à l'élaboration du Mémorandum pour la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine durable, qui avait rassemblé différents acteurs autour des fonctions des projets agricoles bruxellois (écologie, biodiversité, social, santé, formation, intégration, ...) avec un constat partagé : la nécessité d'une compréhension systémique de tels projets pour apporter un soutien public adapté, efficace, cohérent et donc pérenne. Les signataires du mémorandum demandent la création d'un outil de financement structurel et décloisonné pour des projets à large impact sociétal et proposent que cet outil soit co-construit en concertation entre les porteurs de projets, les administrations concernées et les autorités politiques.

Suite à la publication du mémorandum, le Début des haricots, représentant des signataires et Bruxelles Economie et Emploi ont porté ce message auprès de différentes administrations (SPFB formations, SPFB santé, VGC santé et action sociale, Bruxelles Environnement) dans le but de trouver une solution et proposer un outil de financement structurel et décloisonné. Les retours de ces administrations et des échanges entre BEE et son cabinet sont clairs, il n'est pas envisageable de créer un outil unique interministériel de financement. Bien que la nécessité de reconnaître la multifonctionnalité des projets agricoles bruxellois soit entendue, deux recherches approfondies sont nécessaires pour poursuivre cette réflexion : 1) l'état des lieux des besoins des producteurs, des fonctions remplies par leurs projets et leurs sources de financement ; 2) la co-construction d'un ou plusieurs outils de soutien (pas seulement financier) qui pourront combler ces besoins.

Par ailleurs, la littérature scientifique dans le domaine de l'agriculture urbaine souligne le manque d'études concernant la multifonctionnalité et l'évaluation de la durabilité des projets agricoles urbains, les pointant comme des enjeux primordiaux pour la transition (Goldstein 2016, Koegler et al. 2017, Grard 2018), et recommande la mise en œuvre de ces études à travers une méthodologie de recherche-action participative (également identifiée comme plus pertinente pour ce genre de processus : Tendall et al., 2015, Meuwissen et al., 2019, Sureau et al., 2019).

Dans ce contexte, le laboratoire d'Agroécologie de l'ULB, dans le cadre du projet Lagum (FEDER) a engagé trois chercheurs pour approfondir les questions de multifonctionnalité et d'évaluation de la durabilité des projets agricoles bruxellois, et lors de cette séance il est proposé de lier les besoins et attentes des quatre sphères (porteurs de projets et producteurs ; accompagnateurs et associations ; administrations et politiques ; chercheurs académiques) en vue de combler les manques dans ces domaines et de co-construire une vision pertinente et représentative de l'agriculture urbaine durable pour Bruxelles.

Planning proposé :

- **octobre-décembre 2020** : rencontre avec les acteurs présents dans ce GT une fois par mois pour approfondir la question du soutien à la multifonctionnalité
- **octobre-novembre 2020** : rencontre avec les acteurs de terrain pour documenter leur réalité (fonctions réalisées, sources de financement utilisées, besoins, propositions)
- **décembre 2020** : présentation de résultats intermédiaires (état des lieux) en décembre 2020
- **janvier-juillet 2021** : co-construction d'outils de soutien à la multifonctionnalité et d'outils d'évaluation de la durabilité avec les acteurs concernés et allers-retours vers des experts (juristes, économistes, producteurs) pour validation de la faisabilité
- **juillet 2021** : présentation des résultats : outils évolutifs

En parallèle, Bruxelles Economie et Emploi a commandé une étude qui recense les différentes sources de subsides disponibles pour les porteurs de projets agricoles bruxellois. Cette étude constitue une précieuse base de travail en ce qui concerne le financement de la production, mais devra s'articuler avec les sources mises à disposition pour d'autres fonctions remplies par les projets agricoles bruxellois (formation, insertion sociale, insertion professionnelle, santé, ...).

Résumé des discussions

1) Clarifications et définition du planning Lagum (30 min) :

A. Quelles sont les remarques/éclaircissements nécessaires ?

Il faudra tenir compte des agriculteurs au sens large, non seulement ceux dont la production est l'activité principale.

Il faut réfléchir également aux filières notamment celle du circuit court

B. Fonctionnement de cette Recherche Action Participative ?

De la même manière que les autres GT Good Food, cette recherche sera ponctuée par des réunions entre les acteurs pertinents et qui ont montré leur intérêt pour travailler sur les questions de la multifonctionnalité et l'évaluation de la durabilité. Notamment les personnes présentes à cette séance ainsi que les producteurs qui seront contactés individuellement et collectivement. Ce processus sera également basé sur les travaux réalisés précédemment à Bruxelles comme les projets Ultratree, Spincoop, Saule, entre autres.

Les processus de recherche de ce style prennent du temps, cependant nous espérons pouvoir présenter des résultats intermédiaires en fin décembre 2020 et un premier outil évolutif en juillet 2021, afin de rencontrer les agendas des administrations qui évaluent Good Food pour début décembre 2020 et l'élaboration de Good Food 2.0 en 2021.

Il existe un risque dans ce travail bottom-up et c'est que les projets se montent en vue de bénéficier de subsides et ne cherchent pas à être économiquement viables. Cependant en imposant une politique thématique par année on va entraver le lancement des projets qui ont des focus différents et entraver l'innovation. Par ailleurs les processus bottom-up permettent de répondre aux réalités et besoins du terrain rendant les politiques publiques beaucoup plus efficaces.

Les projets visés par cette recherche sont essentiellement professionnels, c'est l'optique avec focalisée par le mémorandum et c'est le centre d'intérêt de ce GT. Mais les réalités citoyennes doivent également être tenues en compte, puisqu'elles font partie intégrante de l'agriculture urbaine et jouent un rôle non négligeable dans la production bruxelloise et surtout dans les autres fonctions. Cela dit le financement des projets citoyens ne sera pas exploré ici puisqu'il fait déjà l'objet d'un outil mis en place par BE.

D'autres groupes de travail traitent des questions qui sont liés à celui-ci, notamment le sous-groupe Good Food plan social-santé- intégré, dans lequel l'agriculture n'a pas été abordé. Il serait pertinent qu'un membre de ce GT multifonctionnalité y participe également pour porter le besoin de soutien aux aspects santé de l'AU et harmoniser les actions. Il est proposé qu'une personne de Nos Oignons y participe, à confirmer. Il faut également identifier d'autres groupes de travail qui se penchent sur d'autres questions, notamment l'économie sociale

Le financement de la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine est un projet vaste, il est ici question d'en entamer les premières étapes. Des premiers retours des administrations et cabinets il n'est pas envisageable de créer un outil unique interministériel, décloisonné et structurel, il faut agir sur base de cette réalité mais arriver à une reconnaissance et soutien des différentes fonctions remplies par les projets d'AU, potentiellement par les différents secteurs où prennent place ces fonctions. Pour arriver à des propositions il est nécessaire d'établir un état des lieux des fonctions remplies par les projets bruxellois, d'obtenir des chiffres sur les pratiques, de recueillir les avis des différentes parties concernées (pouvoirs publics, porteurs de projets, associations d'encadrement, ...) de confronter les différentes réalités.

- 2) Quels sont les impératifs/besoins/deadlines des différents membres présents dans cet agenda (30 min) ?

Antoine Gérard (TeV) : différents champs d'action doivent pouvoir subventionner les différentes facettes des projets et sortir de la logique "je ne vais pas vous subventionner, car vous êtes déjà subventionnée par une autre administration".

Joëlle Van Bambeke (BE) :

Échéances :

- Début décembre 2020 : fin de l'évaluation de la stratégie Good Food. S'en suivra la phase de co-construction jusque automne 2021.
- Avril 2021 : Le plan social santé intégré (sous-groupe GT) porté par le cabinet Maron. Intéressant que l'acteur qui représente le mieux AU santé y représente ce GT.

L'administration de l'environnement a des budgets restreints et pas ne peut subventionner le social.

Rob Renaerts (RABAD) : on va communiquer le planning au réseay et voir qui va participer. Demande d'ajout de membre dans le mailing liste.

Aline Dehasse (DDH) :

Besoin : défendre les volets sensibilisation, éducation autour de l'AU, et d'intégrer des projets citoyens qui doivent aussi devenir plus pérennes.

Peut nous envoyer des contacts des projets professionnels qui ont besoin d'aide structurelle, d'animateur, d'éducateur.

Jan Pille (BE) : Concernant les producteurs pros : les questions PAC seront les plus importantes pour le soutien de l'AU maraicher professionnel.

Amandine Vandormael (Refresh) : L'agenda de l'exploitation de la toiture est lié à l'agenda de la recherche. LEs réflexions qui se dégagent de la recherche vont être directement appliquées à la toiture

Evy Cornelis (BEE) :

Besoin : il ne faut pas négliger les agriculteurs dont la production est la fonction première et leur seule source de revenus.

Il est important d'identifier quels sont les services multifonctionnels et comment les mesurer avant de proposer les outils : les projets doivent quand même être durable

Sabine Solvyns (BEE) :

Besoin : intégrer la notion d'environnement parmi les fonctions

Il faut être explicite et détaillés dans les fonctions à subventionner (ex on le subsidie paye le salaire des animateurs santé)

Il ne faut pas se limiter au financement mais voir les autres formes de soutien (formation, accompagnement financier, etc.)

Samuel Hubaux (Nos Oignons) : Publication des résultats de Sème qui peut en janvier

Besoin : nécessité d'amener un regard plus large, au sein de notre projet AU

Jeremy Paillet (DDH) :

Besoin : continuer de pousser ce mémorandum et AU comme facteur de transition sociale

Lison Hellebaut (BE) : Crainte d'opportunisme de projets qui cherchent des subsides.

Besoin : si on crée un soutien économique clair pour la production primaire, plus besoin d'aller chercher des subsides ailleurs

Définir ce qu'est un agriculteur à Bruxelles

Réussir à ce que les autres secteurs intègrent que l'AU est un outil pour eux et qu'ils peuvent investir dedans

Conclusion

Le GT 'soutien à la multifonctionnalité de l'agriculture urbaine' et le projet de recherche Lagum entrent en synergie pour permettre continuer le travail avec une méthodologie de recherche-action participative qui vise à intégrer tous les acteurs pertinents dans la réflexion.

Différents types de fonctions liés à l'agriculture urbaine ont déjà été cités lors de cette séance (production, santé, sensibilisation à l'environnement et à l'alimentation saine et durable, formations, intégration sociale et professionnelle, services rendus à l'environnement), mais il est nécessaire d'entrer dans ces domaines pour définir plus en profondeur les fonctions et services rendus et d'identifier bien d'autres fonctions avec les acteurs de terrain.

La question des conséquences des différents types de financements sur la tendance des projets d'agriculture urbaine à chercher la viabilité économique est posée et se met en balance avec la reconnaissance d'activités bénéfiques pour les citoyens, l'environnement et la ville.

Suite du programme

L'étape suivante est de contacter un maximum de porteurs de projets d'agriculture urbaine afin d'avoir une vision représentative des réalités du terrain, des fonctions réalisées et des formes de reconnaissance de ces fonctions.

En parallèle nous proposons une réunion par mois de ce GT afin de réaliser en parallèle une analyse des fonctions et modes de soutien identifiés par les administrations et les accompagnateurs de projets. Il sera également question de réfléchir déjà à des outils de soutien.

Nous lançons l'appel pour le GT 'évaluation de la durabilité des projets d'agriculture urbaine' qui se penchera sur la définition bruxelloise de la durabilité, sur les indicateurs qui permettront de la mesurer et sur l'outil d'évaluation en lui-même.

Retranscription des discussions :

Francisco (ULB-LAGUM) : l'idée est de dégager des lignes directrices et des modes de fonctionnements, pas de rentrer dans les détails, qui seront explorés dans des focus groups.

1) Clarifications et définition du planning Lagum (30 min) :

A. Quelles sont les remarques/éclaircissements nécessaires ?

- **Rob (Rabad) :** Proposition d'envisager d'abord les agriculteurs urbains comme des formateurs, plutôt que des producteurs.
- **Amandine (Refresh) :** Importance de réfléchir à de nouveaux emplois qui facilitent le circuit court.
 - **Antoine (TeV) :** il y a une fonction ouverte dans le cadre BBP - maison verte et bleue pour cela. Crédal travaille là-dessus. Il y a déjà des emplois sur la création de filières qui sont à pérenniser, comme chez SteunPunt Korteketen. Un objectif de la Stratégie Good Food 2 est de créer des filières et faire le lien des ceintures alimentaires.
- **Aline (DDH) :** Importance de considérer les agriculteurs à vocation non marchande sont-ils inclus ici ?
 - **Francisco (ULB) :** le but est le focus sur l'AU, pas que sur les producteurs. Il faut passer un cap de l'identification de ces personnes, qui est en cours.

B. Fonctionnement de cette Recherche Action Participative ?

- **Jan (BE) :** comment concrètement marche cette recherche ? Via des task forces ? Est-ce donc limité uniquement à la toiture et est-ce donc pertinent ?
 - **Francisco (ULB) :** Oui, cependant, la première étape ici est que vous validiez cette méthode afin, effectivement, de coordonner les focus group, sur les thématiques. Avec en parallèle le groupe 'Durabilité'. Est-ce que vous acceptez qu'on prenne ce rôle ? Ce GT il est un des deux volets de la recherche. Concernant les task forces, on prévoit le 29/10 une première séance avec le producteur afin de voir leurs besoins, leurs limites, leurs temporalités. Et de là, définir les task forces prioritaires. Mais le « terrain » de recherche, c'est aussi les administrations, les organisations liées à l'AU, car elles font partie de l'écosystème AU à Bruxelles et sont des parties prenantes avec un impact sur l'AU. Le GT doit être élargi à un maximum de producteurs et administrations, d'acteurs liés à ces thématiques, pour qu'elle soit pertinente. Donc notre recherche n'est pas limitée à la toiture, et englobe beaucoup d'acteurs, mais la toiture Lagum (FEDER) a pour rôle déterminant d'être une vitrine de l'AU Bruxelloise et de sa recherche appliquée de ces sujets primordiaux en AU. On vous propose de travailler 1 fois par mois pour avoir assez d'allers-retours avec un même processus en parallèle pour le GT durabilité, car ces GT sont interconnectés dans leurs thématiques scientifiques.
- **Lison (BE) :** Ultra-tree a déjà travaillé sur la viabilité : il y a donc déjà du matériel. Vous repartez de ces bases ? Le projet Lagum doit-il être viable ?
 - **Francisco (ULB) :** oui, les travaux d'U3 nous donnent une base de recherche à approfondir et contextualiser. Les objectifs FEDER de la toiture imposent d'être viables après son financement fin 2023 et de perdurer au moins 5 ans après. La recherche doit continuer sur ces mêmes échéances.

- **Lison (BE)** : Ce ne sont pas les mêmes échelles de temps que les producteurs qui sont pressés. Vous pilotez la question de la multifonctionnalité et des moyens pour la soutenir. J'ai la crainte du risque que prennent des années avant d'avoir quelque chose de concret.
 - **Francisco (ULB)** : Non, nous ciblons juillet pour avoir une première proposition concrète et applicable (confer slide 25 à 29). Mais nous voulons former un outil dynamique. Et déjà présenter en janvier des résultats intermédiaires, mais cela dépend fortement de l'implication des différents acteurs.
 - **Noémie (ULB)** : Ultra-tree est venu dans la troisième année avec l'aspect de la viabilité : tous les aspects de la multifonctionnalité ont été mis en avant, sans les approfondir : Lagum va bien évidemment utiliser ses informations, mais va les approfondir, pour mettre au service de ses questions. Il faut voir Lagum comme une étude de cas, qui s'alimente des dynamiques existantes et des questions de recherches actuelles.

- **Evy (BEE)** : J'ai la peur du travail bottom-up : avoir un projet pour répondre à un subside, qui colle à toutes les multifonctionnalités et ne devient donc pas viable. De mon expérience, les projets qui s'en sortent sont les projets entrepreneuriaux qui sont le moins hybrides. Pourquoi ne pas envisager un modèle top-down comme Londres qui font des AAP via un seul focus par an sur un appel thématique, comme la réinsertion sociale ? J'ai la peur que les projets fassent du « shopping » de subside. Je pense plutôt que c'est la diversification des modèles qui fait que ça fonctionne.
 - **Francisco (ULB)** : c'est une réalité, mais il y a les projets qui vont cibler les subsides et les projets déjà lancés, qui ont déjà une multifonctionnalité mise en lumière, et sans subsides. En imposant une politique thématique par année on va entraver le lancement les projets qui ont des focus différents et entraver l'innovation. Les processus bottom-up permettent de répondre aux réalités et besoins du terrain rendant les politiques publiques beaucoup plus efficaces.

- **Samuel (Nos Oignons)**: Qui participe à cette recherche ? Pour le mémorandum nous avons écarté les jardins collectifs avec un focus sur la production.
 - **Sabine (BEE) et Jeremy (DDH)** : effectivement, on s'est concentré ici sur la production
 - Aline : Mais certains projets n'ont pas d'aides structurels pour leur fonctionnement : il y a une nécessité de l'AU citoyenne à être soutenue. Besoin de financement, notamment des communes.
 - **Sabine (BEE)** : Pour les besoins spécifiques à BEE , nous sommes concernés par les producteurs en AU . C'est BE qui est plus ciblé pour les citoyens.
 - **Noémie (ULB)** : le but de ces GT est justement d'ouvrir la discussion là-dessus, les recherches Ultra-tree ont démontré l'importance d'autres fonctions et donc de ne pas cloisonner la discussion et, mais de l'ouvrir. Les projets non commerciaux ont une place dans la transition alimentaire ; ce n'est pas parce qu'ils ne vendent pas leur légumes qu'ils ne devront pas avoir une place clef dans processus dans la nouvelle stratégie Good Food.

- **Joelle (BE)**: ils manquent des gens ici: je participe au sous-groupe Good Food plan social-santé-intégré, mais l'agriculture n'a pas été abordé. C'est un acteur pertinent pour ce GT.
 - **Francisco (ULB)** : c'est effectivement dans la suite de la discussion. Le but est de collecter ce genre d'infos et voir qui manque à la discussion.

- **Amandine (Refresh)** : Des dispositifs existants pour l'économie sociale qui serait aussi pertinente dans la réflexion.
- **Rob (RABAD)** : Est-ce qu'on n'est pas en train de tenter l'impossible ? On essaie de mettre l'AU dans un modèle. Or c'est tellement varié. Est-ce qu'on ne doit pas se concentrer sur certains modèles. Ou alors est-ce par manque de chiffre ?
 - **Lison (BE)** : il faut en tout cas s'assurer que les autres dimensions soient soutenues par les secteurs en question.
 - **Antoine (TeV)** : on a aussi une opportunité d'avoir des chercheurs qui se mettent à dispositions, en tenant compte des besoins des différents acteurs justement. En fait il est nécessaire d'identifier les besoins, d'avoir des chiffres (proportion en professionnel, non professionnel) pour qu'ensuite, sur base des données, les actions puissent être menées.
 - **Jeremy (DDH)** : on veut reconnaître la multifonctionnalité : on veut des chiffres. Il faut qu'il y ait une co-construction sur l'outil. C'est plus large que l'outil. Si à la fin c'est que de la simplification administrative qui est nécessaire, faisons ça. Nous ne souhaitons pas de modèle unique ou proposer un outil décloisonné, mais de lancer le débat : il y a de l'internet pour des gens différents
 - **Samuel (Nos oignons)** : le but n'est pas d'aller vers un modèle unique. Les administrations communiquent déjà et font des liens entre les compétences.
 - **Toma (ULB)** : C'est la raison de notre présence ici : aller chercher chiffres pour les intégrer dans ce GT et de les coordonner entre les différents acteurs. On fournit les derniers éléments de la littérature et de la recherche appliquée pour nourrir ses échanges. Il faut comprendre qu'on est encore dans un besoin de caractérisation de ces fonctions, que ce soit à Bruxelles ou ailleurs. Et aussi voir quelles sont les fonctions actives à Bruxelles dans quelle proportion, impact économique, environnemental, social..., et aussi voir qu'est-ce qui est déjà soutenu.

2) Quels sont les impératifs/besoins/deadlines des différents membres présents dans cet agenda (30 min) ?

- **Antoine (TeV)** : Je représente le facilitateur en agriculture urbaine et suis d'accord de participer aux deux GT avec le planning proposé. Le FAU fait face aussi à la complexité administrative d'aiguiller les PP vers les bonnes adresses. Je suis d'accord avec EVY, l'AU doit être rentable en tant que tel, mais il est nécessaire d'étudier les autres fonctions. Pour l'instant, il y a un discours "je ne vais pas vous subventionner, car vous êtes déjà subventionnée par une autre administration". Il faut peut-être agir à ce niveau-là pour pouvoir être subventionné pour différents champs d'action. Il y en a qui font du maraichage et d'autres maraichage/animateur : ceux qui animent les formations sont aussi maraichers, mais pas producteurs : ce sont des professionnels. La ligne directrice c'est que ce sont tous des professionnels.
- **Joëlle (BE)** : Je ne suivrais pas ce groupe par la suite, mais Clara Moermans le fera. En termes de planning global, il faudrait un retour suffisant pour :
 - Début décembre 2020 : fin de l'évaluation de la stratégie Good Food. S'en suivra la phase de co-construction jusqu'à l'automne 2021.

- Avril 2021 : Le plan social santé intégré (sous-groupe GT) porté par le cabinet Maron. Intéressant que l'acteur qui représente le mieux l'AU social y aille. Parle de vécu, d'histoires dans ce GT. Dans le GT : administrations. L'environnement a des budgets restreints et pas ne peut subventionner le social.
- **Samuel (Nos oignons)** pourrait peut-être s'en charger et revient vers Joëlle.
- **Rob (RABAT)** : Je ne suis pas grand expert de l'agriculture : on va communiquer le planning et voir qui va participer. Demande d'ajout de membre dans le mailing liste.
- **Aline (DDH)** : il faut voir si DDH envoie plusieurs personnes, vu les projets différents : à discuter en interne. Par rapport au besoin, personnellement, je défends plus le volet sensibilisation, éducation autour de l'AU. Qui a existé avant d'avoir des producteurs : parents pauvres de la reconnaissance, et de l'éveil à l'alimentation durable, qu'on puisse réfléchir à des solutions pour pérenniser cette vision-là. J'aimerais que ce soit pris en compte dans cette recherche, solution pour préciser ces projets-là. Intégrer projets citoyens qui ont aussi vocation d'être plus pérenne. Je peux vous envoyer des contacts, mais plutôt des projets professionnels et qui ont besoin d'aide structurelle, d'animateur, d'éducateur.
- **Jan (BE)** : personnellement, je n'identifie pas de grand besoin, car nouveau chez BE. Je suis un ancien CA des fermes éducatives de la Flandre et réseaux européens Cityfarm, dans le domaine éducatif, qui part du social, mais il y a une évolution hybride avec de la production. Concernant les producteurs pros : les questions PAC seront les plus importantes pour le soutien de l'AU maraicher professionnel.
- **Amandine (Refresh)** : Nos Agendas sont liés en termes de besoin, car on reprend la gestion de la toiture, il y a de grands enjeux qu'on va devoir relever : penser le modèle pour être viable sans FEDER. On a envie de donner accès à des emplois durables et la toiture est un outil pour réintroduire professionnellement, mais pas spécialement en lien avec l'AU (voir Innoviris) . On va travailler sur l'accès à l'alimentation durable. Partie éducative, informations, une partie de la récolte à disposition d'un public défavorisé. Les réflexions qui s'en dégagent vont directement s'appliquer à la toiture.
- **Evy (BEE)** : au niveau de la participation dans les GT, ça vaut la peine pas seulement producteurs multifonctionnels, mais aussi producteurs qui n'ont pas ces volets-là., pour avoir un retour d'expériences. Au niveau des besoins : important d'identifier quels sont les services multifonctionnels et comment les mesurer avant de proposer les outils : les projets doivent quand même être durable. On remarque qu'on a subsidié des projets qui ne sont pas à production primaire. Ce n'est pas clair que ce qu'on entend par multifonctionnalité : comment le définir et le mesurer.
- **Sabine (BEE)** : On n'a pas encore inclus l'environnement dans la discussion : aussi dans les liens de la durabilité et des multifonctionnalités : à ne pas oublier. Dans nos besoins : ces aspects doivent être soutenus et donc subventionnés, il est important d'entrer dans les détails : qu'est-ce qu'il faut soutenir par exemple dans l'aspect santé : les salaires des gens qui animent ? Cela servira à compléter l'arbre décisionnel. Il faut aussi ne pas être se limiter au financement, mais voir les autres aspects d'accompagnement et tout type de soutien (formation, accompagnement financier, etc.). C'est aussi fort lié à la pertinence de subventionner, dans le cadre de la rentabilité, mais aussi dans un cadre de vision régionale. Et donc fort lié à la rentabilité : si on subventionne, est-ce pertinent dans le cadre de la rentabilité et de la vision politique ?

- **Samuel (Nos Oignons)** : Notre projet diffusera fin janvier son retour d'expérience d'un an. Ce projet est aussi une RAP sur l'AU en santé et réinsertion sociales. Donc notre présence est pertinente et ces réflexions vont alimenter notre projet. En termes de besoin : on a une nécessité d'amener un regard plus large, au sein de notre projet AU. Voir si on va rentrer dans le GT social santé intégré.
- **Jeremy (DDH)**: Sur le planning on sent bien la tension entre plaidoyer et recherche, mais je suis confiant dans le phasage proposé. Au niveau des besoins, continuer de pousser ce mémorandum et AU comme facteur de transition sociétale.
- **Lison (BE)** : on était trois aujourd'hui de BE, mais Clara va reprendre dorénavant. Par rapport à la crainte par effet d'opportunisme, d'attirer des projets qui cherchent des subsides, il y aura deux pendants : si on fait soutien économique clair pour la production primaire, plus besoin d'aller chercher des subsides ailleurs, cela va fournir un cadre structurel clair. Il va falloir définir ce qu'est un agriculteur à Bruxelles. Où est-ce qu'on met le curseur. En termes de besoin, si on arrive à ce que les autres secteurs intègrent que l'AU est un outil pour eux et qu'ils peuvent investir dedans, c'est déjà gagné.
- **Francisco (ULB-LAGUM)** : il faut faire attention à l'opportunisme, mais il faut également souligner que l'agriculture rurale n'est pas rentable mais est subventionnée par la PAC. Une grande partie du budget européen est inclus dedans. Mais l'AU ne profite pas de subvention de ce fonds.